

LETTRE D'ACTUALITÉS DÉVELOPPEMENT DURABLE Brésil

Une publication du SER de Brasília
N° 65 – Semaines du 20 novembre au 1^{er} décembre 2023

Sommaire

Focus | La gestion des déchets urbains au Brésil

Environnement & Climat

- **En 2022, les émissions de GES du Brésil** étaient en baisse de 8% par rapport à 2021, mais le 3^{ème} niveau le plus haut depuis 2005
- **L'industrie met en œuvre des mesures de décarbonation**, notamment par l'utilisation d'EnR

Energie

- **Le plan d'investissement 2024-2028 de Petrobras** consacre 11,5 Mds USD à la transition énergétique
- Un rapport du CMAP souligne **la forte dépendance de la production de biodiesel au soja**
- **Un plan d'efficacité énergétique** permettrait à l'industrie d'économiser 10 Mds BRL d'ici 2050

Infrastructures & Transports

- **Le Brésil adhère à l'accord sur le commerce aéronautique de l'OMC**, éliminant les droits de douane
- Les enchères pour l'exploitation du **corridor ferroviaire Nova Ferroeste** interviendront en 2025
- Une étude souligne la **croissance du marché des véhicules électrifiés**

Et Aussi

- **CCR et Hyundai s'associent** pour des études de faisabilité relatives à un **VLT à hydrogène vert**
- **L'UE confirme son soutien à la construction d'une usine d'hydrogène vert** dans le Piauí

Amazonie & Biomes

- Le Fonds Amazonie et le gouvernement fédéral financent **la lutte contre la criminalité en Amazonie**

Suivi des alertes à la déforestation (Amazonie légale et Cerrado)

FOCUS

La gestion des déchets urbains au Brésil

Entre 2010 et 2020, le volume annuel de déchets solides urbains (RSU) au Brésil a augmenté de 19%, pour une croissance démographique de 8%. Les défis en matière de collecte, de traitement, de valorisation et d'élimination des résidus sont considérables, tout comme leurs implications environnementales, sanitaires et économiques.

L'augmentation des volumes de déchets pose d'évidents défis, alors que le taux de recyclage des déchets est d'environ 2% à l'échelle du pays.

Selon l'ABRELPE (Association brésilienne des entreprises de nettoyage public et de traitement des déchets spéciaux), **la production de déchets solides urbains (RSU) a atteint, en 2022, 81,8 millions de tonnes (Mt)**, représentant 380 kg de déchets par an et par habitant. **Au Brésil, 93% des volumes de déchets sont collectés (76,1 M t) dont 61% sont acheminés vers des sites d'enfouissement, techniques ou sanitaires, tandis que 39% demeurent entreposés dans quelques 3 000 décharges « à ciel ouvert » du pays (lixões).** Les implications environnementales (contamination des sols, de l'air, émissions de GES), **sanitaires** (impacts sur la santé humaine) **et, in fine, économiques** sont à prendre en compte. **Les disparités régionales demeurent significatives** : si la région du Sud-Est génère près de la moitié des déchets au Brésil (49,7%), elle présente la meilleure couverture de collecte (98,6% vs 82,7% dans le Nord-Est) et le meilleur taux de déchets éliminés de façon appropriée (71,6% vs 36,6% dans le Nord). Il existe également d'**importantes disparités selon les matières premières** : par exemple, si le Brésil se distingue au niveau mondial en matière de recyclage des canettes en aluminium (98,7%), le taux de recyclage des matières plastiques demeure de 1,3%. **Alors que 75% (4 183) des municipalités brésiliennes disposent de systèmes de collecte sélective, des gisements significatifs et exploitables de certaines matières recyclables, triées et séparées, peinent à émerger** en dépit de la demande de certains secteurs. Pour autant, des filières de recyclage existent déjà au Brésil, tissant une **chaîne de valeur entre économie formelle et informelle**. Les **catadores, ou « ramasseurs de rues »** de déchets à valeur commerciale, collectent 90% des déchets recyclés au Brésil et les revendent à différents intermédiaires, parmi lesquels les **coopératives (environ 1 100 dans le pays)**, avant d'atteindre les **recycleurs « industriels »** (sites de recyclage voire de valorisation, majoritairement opérés par des entreprises privées).

La gestion des RSU est régie par la Politique Nationale des Résidus Solides (PNRS), adoptée en 2010, dont la mise en œuvre s'avère complexe.

Le **Plan National des Résidus Solides (Planares)** a défini en 2022 plusieurs objectifs : (i) **le recyclage et la valorisation de 14% des déchets générés**

d'ici 2024, et de 50% d'ici 2040 ; (ii) la **disparition des lixões d'ici 2024** ; et (iii) **l'inclusion sociale et la contractualisation des catadores dans 95% des municipalités** utilisant leurs services d'ici 2040 (contre 8% à date). Toutefois, **il demeure difficile de concilier ces objectifs et les réalités locales**, en lien notamment avec la **limitation des ressources fiscales et financières** pour la gestion des RSU. **Il appartient aux municipalités de décliner le Planares via l'adoption de plans de gestion intégrée des résidus solides et leur mise en œuvre, en régie publique (94,5% des municipalités) ou via une délégation de service public à des acteurs privés.** Elles font cependant face à plusieurs difficultés, en particulier le **modèle économique actuel pour la gestion des déchets en matière de collecte sélective** qui offre peu de ressources pour engager des investissements significatifs. En effet, le modèle brésilien du recyclage privilégie celui d'une **responsabilité partagée** : les émetteurs n'ont pas d'obligation à contribuer financièrement à la collecte et au recyclage de leurs déchets. Jusqu'à présent, **seules 40% des municipalités (1 851) font directement payer les services liés aux RSU à la population, et il est estimé que ces recettes couvrent 56% des dépenses liées aux RSU de ces municipalités.** Dans l'ensemble des municipalités brésiliennes, les services liés aux RSU représentent un **coût annuel de l'ordre de 28 Mds BRL -5,2 Mds EUR-** (2021). Alors que le traitement d'une tonne de déchets est payé entre 100 et 120 BRL (19-24 EUR) au site d'enfouissement, **le retraitement et la valorisation des matières en vue de recyclage réclamerait 3 à 4 fois plus de ressources.**

Selon l'ABRELPE, la gestion des déchets nécessiterait 28,9 Mds BRL (5,4 Mds EUR) d'investissements d'ici 2040 afin d'atteindre les objectifs du Planares adopté en 2022.

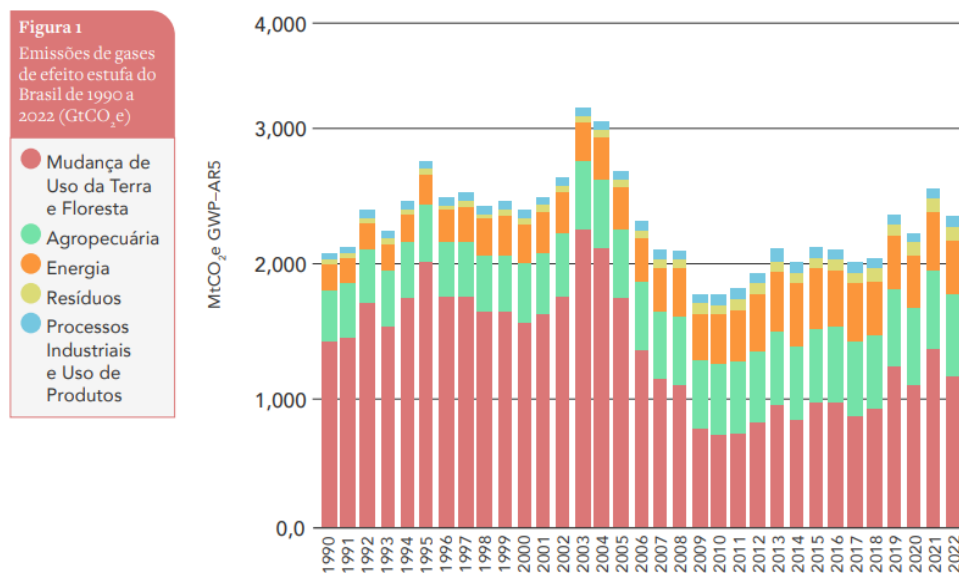
Sur ce montant, **7 Mds BRL (1,3 Md EUR)** seront nécessaires d'ici 2028 pour le seul objectif de **suppression des décharges sauvages**. Ces investissements devraient favoriser la **généralisation de technologies performantes** de traitement, en vue notamment de la **récupération des matières organiques**, du **tri des matières recyclables** et de la **valorisation agricole et énergétique**. Selon l'ABREN (Association brésilienne de récupération énergétique des déchets), **la valorisation énergétique de 35% des RSU permettrait de générer 1 300 GWh par mois**, soit 3,3% de la demande brésilienne d'électricité. Si **ces technologies sont matures**, leur intégration au Brésil prend à date la forme de « **projets-pilotes** ». **Leur déploiement à grande échelle sera nécessaire afin d'atteindre les objectifs du Planares pour 2040** : le plan vise plus de 52% des RSU éliminés dans des sites d'enfouissement, **34% traités et recyclés et 15% valorisés énergétiquement.**

Environnement & Climat

En 2022, les émissions de GES du Brésil étaient en baisse de 8% par rapport à 2021, mais le 3^{ème} niveau le plus haut depuis 2005

Le 23 novembre, l'**Observatoire du Climat** -association de 77 ONG brésiliennes- a publié les **données pour l'année 2022 du SEEG, système d'estimation des émissions et des absorptions de gaz à effet de serre -GES- du Brésil. Les émissions brutes, de l'ordre de 2,3 Gt CO₂ eq.**, marquaient une baisse de 8% par rapport à 2021, mais le 3^{ème} niveau le plus haut observé depuis 2005 (après les années 2019 et 2021). Elles faisaient du Brésil le **6^{ème} émetteur mondial de GES** (après la Chine, les Etats-Unis, l'Inde, la Russie et l'Indonésie). **Les émissions nettes s'établissaient quant à elles à 1,7 Gt CO₂ eq., en baisse de 11% par rapport à 2021** (pour mémoire, les émissions nettes sont estimées en retranchant les quantités de GES absorbées, ou « capturées » des émissions brutes).

La distribution sectorielle des émissions brutes de GES du Brésil démontre que **l'impact des changements d'usage des sols demeure prépondérant**: en 2022, ils représentaient **48% des émissions** (en baisse de 15% par rapport à 2021), **dont 97% directement liées à la déforestation, dégradation ou conversion des sols** (à hauteur de 75% en Amazonie et 14% dans le Cerrado). Par ordre décroissant, **les secteurs les plus émissifs étaient ensuite: l'agriculture et l'élevage (27% -en hausse de 3,2%-), l'énergie (18% -en baisse de 5%-), les déchets (4% -stable-) et l'industrie (3% -stable-).**



Selon l'Observatoire du Climat brésilien, **les émissions de GES du Brésil avaient, en 2021, augmenté de 16,7% depuis l'adoption de l'Accord de Paris en 2015.** L'association estime que pour atteindre les objectifs de sa contribution nationale déterminée (NDC) à l'horizon 2025, **le Brésil devra durablement réduire de moitié (49%, soit 6 000 km²) la déforestation en Amazonie.** (Articles [ici](#) et [ici](#))

L'industrie met en œuvre des mesures de décarbonation, notamment par l'utilisation d'EnR

Alors que le gouvernement fédéral fait de la réindustrialisation du Brésil une priorité, **une enquête** réalisée en novembre par l'agence FSB -pour

le compte de la Confédération nationale de l'industrie (CNI)- **auprès de 1 004 entreprises industrielles** (de toutes tailles et tous secteurs, au sein des quelques 200 000 entreprises industrielles présentes au Brésil) démontre qu'**une grande partie a d'ores et déjà adopté des mesures de décarbonation**. Ainsi, **89% mettent déjà en œuvre des actions pour la réduction des déchets, 86% pour l'optimisation de la consommation d'énergie et 83% pour l'optimisation de la consommation d'eau**. Parmi les entreprises répondantes, 3% ne mettent en œuvre aucune mesure de décarbonation. Le sondage recense également les **actions considérées comme prioritaires** pour l'avenir : **(i) la modernisation des équipements et machines (27%) ; (ii) l'utilisation de sources d'énergie renouvelables (23%) ; (iii) le développement de technologies bas carbone (19%) ; (iv) l'investissement dans l'innovation (14%) ; (v) l'accès au financement (10%) ; et (vi) la participation au marché carbone réglementé (5%)**.

Les résultats de l'enquête démontrent particulièrement **l'importance accordée par les industries à l'utilisation de sources d'énergie renouvelables**, dans leur décarbonation. Ainsi, **53% des entreprises interrogées mettent déjà en œuvre des projets ou actions en ce sens** (dont 91% portant sur le solaire, 5% sur la biomasse, 3% sur l'éolien et 1% sur l'hydrogène bas carbone). De plus, **à court terme (i.e. d'ici 2 ans), les investissements prévus pour la décarbonation des activités placent l'utilisation de sources d'énergie renouvelables en première position (21%)**. Elle est suivie par la modernisation des machines (18%), l'optimisation de la consommation d'énergie (16%) et la réduction des déchets (12%). (Article [ici](#))

Energie

Le plan d'investissement 2024-2028 de Petrobras consacre 11,5 Mds USD à la transition énergétique

Après son approbation par le Conseil d'administration, **Petrobras a publié le 23 novembre son nouveau plan stratégique pour la période 2024-2028, prévoyant des investissements de l'ordre de 102 Mds USD (500 Mds BRL)**. Ceci constitue une **augmentation de 30,7% par rapport au plan jusqu'alors en vigueur (2023-2027)**, de l'ordre de 78 Mds USD (383 Mds BRL). Le plan stratégique de Petrobras est mis à jour annuellement.

Au sein du plan 2024-2028, **71,5% des investissements (73 Mds USD) seront consacrés à l'exploration et à la production de pétrole et de gaz, en majorité en lien avec les gisements pré-salifères** au large des côtes du Sud-Est. D'ici 2028, le pré-sel devrait représenter 79% de la production totale de Petrobras. Par ailleurs, **11% des investissements (11,5 Mds USD) seront consacrés aux énergies renouvelables et aux initiatives de décarbonisation** (technologies de capture, utilisation et stockage du carbone -CCUS- ; biocarburants -dont *sustainable aviation fuel* (SAF)- ; recherche et développement). Le montant de 11,5 Mds USD représente le **triple de ce qui était intégré dans le précédent plan (2023-2027)**, et la proportion de 11% la moyenne des ressources concentrées sur la transition énergétique sur les 4 années du plan (une augmentation progressive est prévue annuellement, pour atteindre 16% du total des investissements en 2028). Ceci s'inscrit dans le **projet du président de Petrobras, M. Jean Paul Prates, de transformer la compagnie pétrolière en une Major de l'énergie**. Enfin, **les activités de raffinage, transport et commercialisation de Petrobras**

concentreront 17% (17 Mds USD) des investissements du plan 2024-2028. Suite à la mise en place d'une **nouvelle politique tarifaire par Petrobras en mars 2023** (abandon du prix de la parité des importations -PPI-) et au besoin de liquidités associé, ces activités prévoient l'expansion et l'amélioration de l'efficacité des raffineries existantes, afin d'accroître la production et les ventes de produits dérivés. (Articles [ici](#) et [ici](#))

Un rapport du CMAP souligne la forte dépendance de la production de biodiesel au soja

Le **Conseil de contrôle d'évaluation des politiques publiques (CMAP)**, instance consultative du gouvernement fédéral, a finalisé en novembre un **rapport analysant les effets de la politique d'exonération fiscale du biodiesel, créée en 2004** et qui a représenté un coût de **2,9 Mds BRL (540 M EUR)** pour l'Etat brésilien en 2022.

Le rapport démontre une importante **dépendance du biodiesel au soja, utilisé comme matière première dans 72,2% de la production totale de biodiesel** (en 2021). Ceci s'explique principalement par l'importante **structuration des chaînes de production et de distribution du soja -d'autant plus renforcée par le Label social pour les biocarburants (Selo Biocombustível Social -SBS-)**, qui a incité fiscalement les producteurs de biodiesel à conclure des contrats stables avec des agriculteurs et coopératives, et à s'installer à proximité de ceux-ci. **La dépendance de la production du biodiesel à une seule matière première s'observe dans d'autres pays**, par exemple les Etats-Unis (soja), l'Allemagne (colza), l'Indonésie (palme) et l'Argentine (soja).

Outre les enjeux de sécurité énergétique que pose la dépendance du biodiesel au soja, **le rapport estime que les objectifs d'inclusion sociale et de développement régional de la politique d'exonération fiscale du biodiesel n'ont pas été atteints**: 85% de la production nationale est concentrée dans les régions Sud et Centre-Ouest, et il est difficile de retracer l'origine des matières premières -et donc d'évaluer le degré d'implémentation de pratiques agricoles durables-. (Articles [ici](#) et [ici](#))

Un plan d'efficacité énergétique permettrait à l'industrie d'économiser 10 Mds BRL d'ici 2050

Mis en œuvre par le **ministère des Mines et de l'Énergie (MME)** et le **ministère du Développement, de l'Industrie, du Commerce et des Services (MDIC)**, en partenariat avec la **GIZ** (agence de coopération internationale allemande), **le programme PotencializEE promeut l'efficacité énergétique** dans l'industrie brésilienne. Après un déploiement « pilote » dans l'Etat de São Paulo, les ministères visent l'extension du programme à l'ensemble du territoire brésilien dans les prochains mois.

Issues des travaux de PotencializEE, deux études présentées le 21 novembre estiment que la mise en œuvre d'un **plan d'efficacité énergétique dans l'industrie permettrait des économies d'au moins 10 Mds BRL (1,9 Md EUR) et une réduction des émissions de gaz à effet de serre (GES) d'environ 4,5 M de tonnes de CO₂ eq. d'ici 2050**. Plus précisément, ce plan s'articulerait autour de **deux grandes propositions** :

1. **D'une part, l'amélioration du Programme d'efficacité énergétique (PEE) de l'Aneel** (Agence nationale de l'énergie électrique), notamment par le développement de **projets d'efficacité**

énergétique dans les petites et moyennes industries (PMI). En ce sens, et alors que le secteur industriel n'a reçu que 6% des montants octroyés par le PEE entre 2009 et 2022, PotencializEE propose la **mise en place d'appels à projets dédiés au secteur industriel par le PEE**. La mise en œuvre de cette mesure permettrait de réaliser des **économies de 2,5 Mds BRL (470 M EUR) d'ici 2050**.

2. **D'autre part, la promotion de l'efficacité énergétique dans l'utilisation de l'énergie thermique** -qui représente, à date, 80% de la consommation énergétique de l'industrie-. En ce sens, 4 mesures sont proposées: (i) des **incitations techniques et financières en faveur des technologies de cogénération et de récupération de la chaleur résiduelle**; (ii) la **formation des PMI** à ces technologies et bonnes pratiques; (iii) la **création d'un certificat national et d'incitations fiscales** pour les entreprises mettant en place un système de gestion de l'énergie; et (iv) la mise en œuvre de **projets de recherche, développement et innovation (RD&I)** pour faire émerger de nouvelles technologies innovantes. La mise en œuvre de cette mesure permettrait de réaliser des **économies de 7,5 Mds BRL (1,4 Md EUR) d'ici 2050**. (Articles [ici](#) et [ici](#))

Infrastructures & Transports

Le Brésil adhère à l'accord sur le commerce aéronautique de l'OMC, éliminant les droits de douane

Le 17 novembre, **le Brésil est devenu le 15^{ème} Etat signataire** -les 27 membres de l'Union européenne constituant une unique partie signataire- de l'accord sur le commerce des aéronefs civils de l'OMC. Cet engagement plurilatéral prévoit **l'élimination réciproque, entre ses parties, des droits de douane à l'importation sur tous les avions et produits du secteur aéronautique civil** (i.e. en dehors du domaine militaire).

Alors que l'entreprise brésilienne Embraer est le 3^{ème} principal constructeur d'aéronefs au niveau mondial, **le Brésil était le dernier pays disposant d'un important secteur aéronautique à ne pas avoir adhéré à l'accord**. En 2022, les exportations brésiennes de produits couverts par l'accord ont atteint **9,2 Mds USD** -soit 3% des exportations totales du pays-, tandis que **les importations** se sont élevées à **32,2 Mds USD** -soit 11,8 % des importations totales du Brésil-. Outre la **facilitation des exportations et importations** -notamment de pièces aéronautiques-, l'adhésion vise notamment à **encourager les investissements pour la production de carburant d'aviation durable** (*sustainable aviation fuel* -SAF-) au Brésil. Désormais, **le Congrès national doit ratifier l'adhésion à l'accord**, et ainsi rendre effective l'élimination des droits de douane. (Article [ici](#))

Les enchères pour l'exploitation du corridor ferroviaire Nova Ferroeste interviendront en 2025

Le projet *Nova Ferroeste* vise à **mettre la Ferroeste -entreprise publique de l'Etat du Paraná- en concession, pour l'exploitation et l'extension des lignes sur une durée de 99 ans**. A date, la Ferroeste exploite une **voie ferrée existante de 249 km entre les villes de Cascavel et Guarapuava** (Etat du Paraná), pour le transport de marchandises (grains et conteneurs). Le projet *Nova Ferroeste* prévoit la **création de nouvelles voies, d'une longueur de 1 567 kilomètres**.

Traversant 66 municipalités, elles permettront de **relier les villes de Maracaju (Etat du Mato Grosso do Sul) et Paranaguá (Etat du Paraná), avec des embranchements vers Foz do Iguaçu (Etat du Paraná) et Chapecó (Etat de Santa Catarina).**

Inclus dans le **Novo PAC**, structuré par le Programme de Partenariats d'Investissements (PPI), le projet prévoit des **investissements de 35,8 Mds BRL (6,7 Mds EUR)**. Il a pour ambition de **dessiner le deuxième plus important couloir d'exportation de grains et de conteneurs au Brésil** (après celui de São Paulo-Santos). **La mise aux enchères de la Ferroeste est prévue en 2025**, après la finalisation des études d'impact et la régularisation de l'ensemble des permis environnementaux, prévues en 2024. (Article [ici](#))

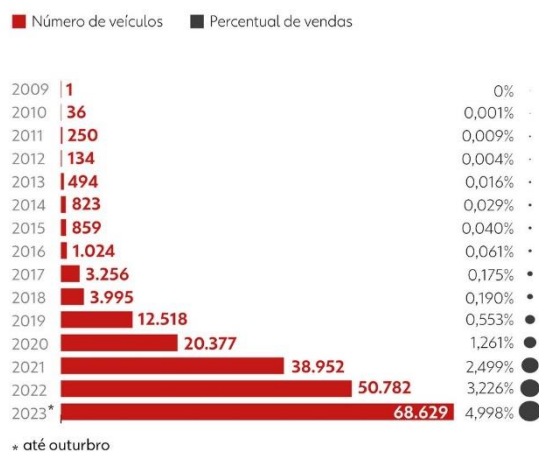
Une étude souligne la croissance du marché des véhicules électrifiés

Selon une étude publiée en novembre par le cabinet de conseil JATO do Brasil, la vente de véhicules électrifiés au Brésil a connu **une augmentation de 1600% sur les cinq dernières années**. La notion de « véhicules électrifiés » couvre trois catégories : **électriques hybrides (HEV), électriques hybrides rechargeables (PHEV) et 100% électriques à batterie (BEV)**.

Malgré cette croissance et l'intérêt des consommateurs brésiliens (dont 40% souhaiteraient acquérir un véhicule électrifié, d'après une enquête publiée en octobre 2023), **les véhicules électrifiés n'ont représenté que 5% du total des véhicules vendus au Brésil entre janvier et octobre**

2023 -dont 0,7% de 100% électriques-. **Plusieurs enjeux demeurent structurants** pour le développement du marché, du **prix** et de l'**autonomie** des véhicules, au développement d'**infrastructures de recharge** et à l'adoption d'une **réglementation** dédiée. Le groupe **Renault, leader du 100% électrique au Brésil par les mises sur le marché en 2022**, travaille via sa **branche Mobilize** à répondre à ces enjeux. Le groupe a lancé 4 modèles depuis 2021 (Zoé E-Tech, Kwid E-Tech, Master E-Tech, Mégane E-Tech). De plus, si l'ensemble des **modèles 100% électriques sont à date importés**, plusieurs constructeurs automobiles, tels que **BYD** (Build Your Dreams), **GWM** (Great Wall Motors) et **Stellantis** -propriétaire des marques Fiat, Jeep, Peugeot, Citroën et RAM- **ont annoncé souhaiter commencer à produire des véhicules électrifiés au Brésil d'ici 2025**. (Article [ici](#))

Total de vendas por ano e percentual sobre o mercado de carros de passeio



Et Aussi

CCR et Hyundai s'associent pour des études de faisabilité relatives à un VLT à hydrogène vert

En novembre, **le brésilien CCR Mobilidade** -leader des infrastructures de mobilité au Brésil- **et le sud-coréen Hyundai Rotem** -fabricant de

matériel roulant ferroviaire- **ont annoncé la conclusion d'un protocole d'accord.** Celui-ci prévoit la **réalisation conjointe d'études de faisabilité pour le développement au Brésil d'un tramway, ou VLT (veículo leve sobre trilhos), ayant pour source d'énergie l'hydrogène vert.** Un prototype est actuellement en cours de développement par Hyundai Rotem en Corée du Sud. **Il pourrait s'agir du premier projet de ce type au Brésil.** (Article [ici](#))

L'UE confirme son soutien à la construction d'une usine d'hydrogène vert dans le Piauí

Le 20 novembre, à l'occasion de la Semaine européenne de l'hydrogène organisée à Bruxelles, la présidente de la Commission européenne, Mme Ursula von der Leyen, a confirmé le **soutien de l'Union européenne (UE) à la construction d'un site de production d'hydrogène vert à Parnaíba (Etat du Piauí).**

La construction du Green Energy Park Piauí-d'une capacité prévue de 10 gigawatts (GW)- devrait débuter à la fin de l'année 2024, pour une mise en service deux ans plus tard. Située à proximité du port de Luís Correia, **l'usine exportera une partie de sa production d'hydrogène vert, sous forme d'ammoniac, vers le marché européen** (via le port de Krk en Croatie).

Le soutien de l'UE à ce projet s'inscrit dans le cadre d'un investissement de **2 Mds EUR pour des projets de transition énergétique au Brésil, au travers du programme européen Global Gateway.** L'investissement a été annoncé en juillet 2023, à l'occasion du Sommet UE-CELAC (Communauté des Etats d'Amérique latine et des Caraïbes). (Article [ici](#))

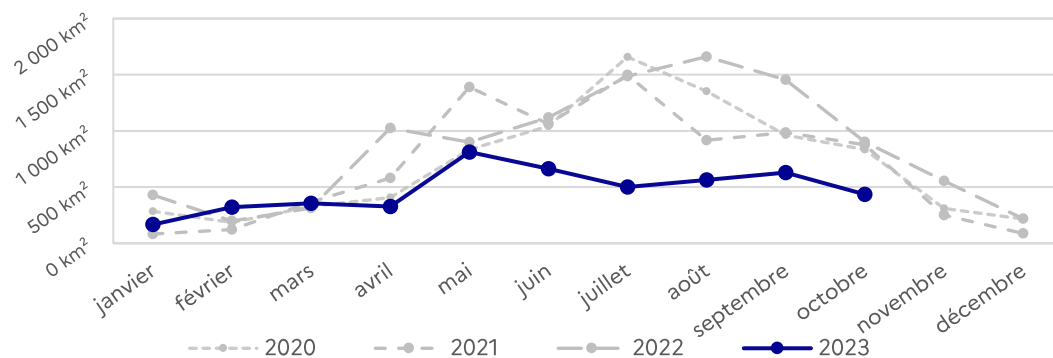
Amazonie & Biomes

Le Fonds Amazonie et le gouvernement fédéral financent la lutte contre la criminalité en Amazonie

D'après le Directeur Amazonie et Environnement de la Police fédérale brésilienne, M. Humberto Freire, le **Fonds Amazonie** -géré par la Banque Nationale de Développement Economique et Social (BNDES)- va allouer dans les prochaines années **1,2 Md BRL (223 M EUR) aux actions de sécurité et de lutte contre la criminalité en Amazonie légale.** Sur ce montant, une **première enveloppe de 318 M BRL (60 M EUR)** va être mise à disposition dans les prochains jours. Au-delà du Fonds Amazonie, **le ministère de la Justice et de la Sécurité publique** du gouvernement fédéral **financera ces actions à hauteur de 800 Mds BRL (148 Mds EUR).**

L'objectif est de **lutter contre les crimes environnementaux** -en particulier l'orpaillage et la déforestation illégale- **et les faits de violence, qui ont nettement augmenté** en Amazonie légale ces dernières années. Concrètement, ces fonds permettront de **(i) créer de nouvelles bases terrestres et fluviales** pour les forces de police; **(ii) renforcer l'action menée par l'Armée de l'air par hélicoptère** -par l'établissement d'une base dédiée et la location d'appareils-; et **(iii) acquérir de nouveaux équipements, tels que des véhicules.** Sera aussi financé -également en partie par le Fonds Amazonie- le **Centre international de coopération policière,** dont la création a été annoncée lors du Sommet Amazonie en août 2023 et qui **devrait être inauguré à Manaus (Etat de l'Amazonas) au début de l'année 2024.** (Article [ici](#))

Alertes à la déforestation en Amazonie légale (biomes de l'Amazônia -100%-, du Pantanal -40%- et du Cerrado -37%-)



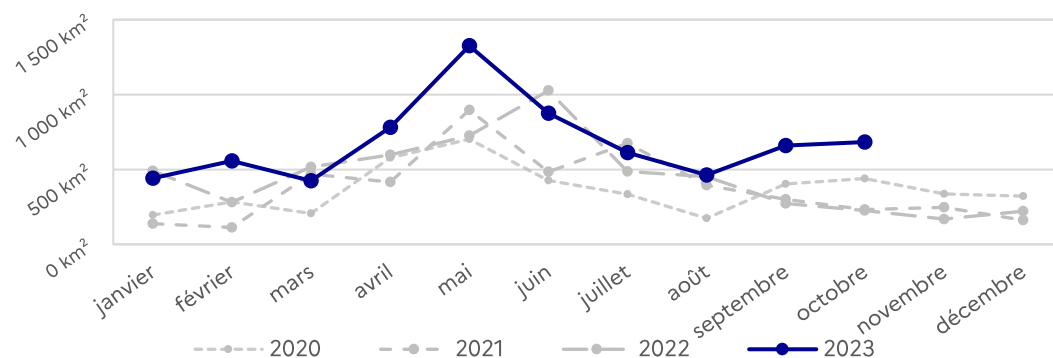
Source : Institut National de Recherche Spatiale (INPE)

2023
Période du 1^{er} janvier
au 24 novembre

4 951 km²

-51% Par rapport à 2022

Alertes à la déforestation dans le Cerrado (biome du Cerrado -100%-)



Source : Institut National de Recherche Spatiale (INPE)

2023
Période du 1^{er} janvier
au 24 novembre

7 226 km²

+38% Par rapport à 2022

La Direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :
www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Sébastien ANDRIEUX, Chef du Service économique régional de Brasília
Rédaction : Mathieu RIVALLAIN, Clémence PIERRE, François-Xavier FLAMAND, Paul D'HUMIERES

Abonnez-vous : clemence.pierre@dgtresor.gouv.fr